

LE PRINCIPE DE LEUR AUTONOMIE RESTE ENCORE À CLARIFIER

Les nouveaux groupes industriels opérationnels dès juillet

Les douze nouveaux groupes industriels publics devraient être opérationnels dès juillet après l'examen de leurs plans d'actions par le Conseil des participations de l'Etat (CPE), même si le principe de leur autonomie reste encore à clarifier. La révision du code des marchés publics n'est pas écartée à terme.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Dans l'étape qui suivra, vous aurez la lourde tâche, chacun, de mettre en place son groupe et les imposer dans le paysage économique national, et pourquoi pas régional et international». C'est l'invite, l'«ambition» que le ministre de l'Industrie et des Mines a adressée, exprimée, jeudi dernier aux dirigeants des douze nouveaux groupes industriels issus de la réorganisation du secteur public marchand industriel, une réorganisation dont la seconde phase a été lancée hier. Installés à la fin février dernier, les managers de sept nouveaux groupes publics (agro-industrie, industries chimiques, équipements électriques, électro-domestiques et électroniques, industries locales, mécanique, industries métallurgiques et sidérurgiques et textiles et cuirs) et de cinq groupes déjà existants (SNVI, GICA, Saidal, SNTA et Manadjim Al Djazair) devront en effet s'engager dans «l'étape la plus dure, la plus importante qui reste à faire, la construction de ces groupes», pour reprendre les propos d'Abdesslam Bouchouareb.

Il reviendra aux managers de libérer les initiatives»

Certes, le ministère de l'Industrie et des Mines a «accompli» la tâche qui lui «incombait totalement», celle de mettre en place ces groupes, de leur assurer «l'engineering», considérera son premier responsable. Il expliquera que le schéma adopté par son ministère, la réorganisation «par le haut» des Sociétés de gestion des participations (SGP) pour descendre ensuite vers les filiales, est un «choix conscient» qui «ne perturbe pas le fonctionne-

ment des entreprises et n'entrave pas la dynamique de mise en œuvre de leurs plans de développement et d'investissement».

Il revient néanmoins aux managers des nouveaux groupes industriels de «créer les conditions permettant aux entreprises d'activer dans la sérénité, à ne pas bousculer leur cycle d'exploitation par des décisions qui pourraient annihiler tout esprit d'initiative au sein de vos portefeuilles d'entreprises respectifs», «de libérer les initiatives, libérer totalement les énergies», relève M. Bouchouareb.

L'élaboration de plans d'action enclenchée

De fait, ces managers qui n'ont pas reçu des «groupes clés en main» devront durant les prochaines semaines élaborer une «feuille de route qui précise les tâches et les échéances de leur réalisation. Celle-ci représente en fait le premier contrat de performance des managers des groupes». Cette feuille de route, dont la mise en œuvre sera évaluée régulièrement et de manière globale à la fin mai 2015, s'articule autour de huit actions dont la plus importante est la préparation du plan d'actions de chacun des groupes et des mesures d'accompagnement.

Ces plans d'actions qui pourront être élaborés avec le concours d'experts, selon des termes de références agréés, définissent essentiellement les périmètres finaux de chaque groupe, la stratégie de développement et le business plan pour les 5 prochaines années, le mode d'organisation et de restructuration retenu ainsi que le calendrier de déploiement avec indica-



Bouchouareb veut une diversification de l'économie.

tion des résultats. Ces plans d'actions devront être finalisés «au plus tard le 30 juin 2015» pour être présentés au Conseil des participations de l'Etat (CPE), précisera Abdesslam Bouchouareb.

Les rapports administration-groupes industriels à clarifier

Une fois ces plans de développement examinés et avalisés par le CPE et des contrats de performance signés par leurs managers, les douze nouveaux groupes publics devront être opérationnels dès juillet prochain, de manière effective et en «autonomie totale». Toutefois, le principe de l'autonomie des groupes publics reste encore à clarifier. «Nous avons engagé une réflexion pour clarifier la nature des rapports Administration-Groupe industriel par sa redéfinition et son adaptation pour concrétiser les notions de «fin du tutorat sur l'entreprise publique» et de «l'entreprise publique autonome», concepts fondamentaux du nouveau système de gouvernance de l'entreprise publique industrielle», observe ainsi Abdesslam Bouchouareb.

Incitant les dirigeants des groupes à «manager, faire des choix et les assumer», dans la mesure où il s'agit d'éviter la réédition de «la situation où

parfois une seule et même personne décide, exécute et contrôle», à agir «avec rigueur, détermination et clarté» et à avoir «du courage et de la volonté», le ministre de l'Industrie relèvera le rôle des managers et des membres des conseils d'administration.

Des administrateurs qui «sont entièrement responsables des résultats de leurs entreprises» et donc susceptibles d'être remplacés s'ils ont failli, déclare le ministre.

Le secteur public a consommé seulement 30% des financements octroyés

Dans cet ordre d'idées, Abdesslam Bouchouareb rappellera que les entreprises publiques ont bénéficié depuis 2010 d'un appui financier conséquent. Soit une douzaine de milliards de dollars dont seulement 30% (plus de 3 milliards de dollars) ont été «consommés», indiquera-t-il ultérieurement, tout en indiquant que l'enveloppe restante pourra être réaffectée aux nouveaux groupes.

Considérant que l'Etat surveillera l'usage de ses deniers et «veillera, dans le cadre de ce que la loi lui a dévolu en qualité d'actionnaire, à ce que cet objectif soit atteint», M. Bouchouareb assurera néanmoins les

managers que son ministère «vous accompagnera et vous soutiendra pour lever toutes les contraintes».

À propos de la dépenalisation de l'acte de gestion

Parmi ces contraintes, la pénalisation de l'acte de gestion. Considérant qu'il ne s'agit pas de «pénaliser l'acte de gestion, la prise de risques et d'initiatives mais de pénaliser le vol, la fraude conformément au Code du commerce», le ministre de l'Industrie relèvera lors d'une conférence de presse que la question de la dépenalisation a été traitée voilà un mois et demi en conseil interministériel.

Or, «Nombre de problèmes pourront être réglés» lors de la prochaine réunion du gouvernement, laisse-t-il entendre.

Assurant que l'Etat est «décidé à faire du secteur public le levier pour amorcer la construction de notre ambition industrielle», Abdesslam Bouchouareb observe, dans le contexte actuel, l'obligation pour les pouvoirs publics et l'entreprise de «ne pas être chancelants» et «d'atteindre la diversification de l'économie et la création de richesses hors hydrocarbures».

La révision du code des marchés publics, possible

Voire, le ministre de l'Industrie et des Mines n'écartera pas la possibilité de révision du Code des marchés publics, quoique ce dispositif a été déjà réaménagé et assoupli durant les deux dernières années.

«Le plan d'action du gouvernement prévoit d'atteindre un taux de croissance de 7% à l'horizon 2019. Nous ferons tout pour atteindre cet objectif, même s'il faut passer par la révision de certains articles de ce texte», «en fonction de la situation et des besoins du marché», indiquera M. Bouchouareb lors de la même conférence de presse.

C. B.

INSERTION DES NOUVEAUX DIPLÔMÉS

L'USTHB plaide pour plus de coopération avec les entreprises

De par le monde, l'articulation Université-entreprise est incontestablement la potion magique pour réussir une insertion active et générer des possibilités d'expansion et de création de richesses et d'emplois. En Algérie, certaines universités tentent un tant soit peu de faire sortir ces lieux du savoir de cette traditionnelle position en tissant notamment des liens directs avec le monde de l'entreprise.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - L'Université n'est plus ce haut lieu de la connaissance qui se tenait à distance du monde professionnel. En revanche, en plus de sa mission classique qui consiste à dispenser des cours aux étudiants, elle joue un rôle important dans la vie économique d'un pays.

L'Algérie, qui ne peut d'ailleurs être à l'écart des changements et des mutations enregistrés sur la scène mondiale, connaît, il est vrai d'une manière précoce, une certaine activité universitaire dans ce sens. Et c'est dans cet esprit là que l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB) a organisé, jeudi dernier, une rencontre avec des entre-

prises. Ce rendez-vous a vu la participation de plusieurs entreprises publiques et privées activant dans divers secteurs. On peut citer les plus en vue à savoir Sonatrach, Sonelgaz, Algérie Télécom, Air Algérie.... L'autre objectif assigné à cette rencontre est également de tracer des

programmes de coopération qui visent l'adaptation des diplômés de cette université avec les besoins du secteur économique. Car il est de notoriété publique, que la construction d'une société développée revient à former des cadres capables dans les entreprises qui les emploient, ou qu'ils ont créées, de prendre des risques d'innover, d'inventer.... Dans son allocution d'ouverture, le recteur de l'Université des sciences et de la technologie Houari-

Boumediène a plaidé pour plus de coopération entre son institution et celles du monde professionnel et ce, via la signature des conventions cadres entre l'USTHB et les entreprises désirantes.

Le but, selon Professeur Benzaghout, est de «pouvoir développer des programmes et des spécialités spécifiques à leurs besoins à long terme». Ce dernier a ajouté que «des dizaines de spécialités Master ont été intro-

duites ces dernières années suite à des conventions avec certaines entreprises».

Il s'agit notamment des spécialités «réservoir engineering des hydrocarbures» développées pour Sonatrach, la spécialité «énergie renouvelable» pour Sonelgaz, les «mathématiques financières» avec les banques et assurances, et «criminalistique» pour la gendarmerie et la police scientifique.

S. B.

TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

La FNAI pour l'obligation de passage par l'agent agréé

La Fédération nationale des agences immobilières (FNAI) dénonce pour la énième fois les «intermédiaires» qui interfèrent dans l'activité des agents immobiliers. Elle plaide pour l'obligation du passage de la transaction par l'agent immobilier agréé.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour le président de la FNAI, l'encadrement juridique de la profession de l'agent immobilier a été certes, une réussite. Seulement, déplore-t-il, «l'agent immobilier agréé souffre encore de tous ces intrus qui interfèrent dans son activité». Abdelhakim Aouidat dénonce une nouvelle fois les «intermédiaires» qui continuent à intervenir dans cette activité. «Tous ces intervenants, qu'ils soient courtiers ou autres qui interviennent dans la transaction immobilière

empoisonnent la vie à l'agent immobilier agréé», a-t-il affirmé en marge de l'assemblée générale de la FNAI, tenue ce jeudi, à Alger.

Le président de la fédération interpelle ainsi les autorités concernées sur cette situation qui «perdre» et «nuire» à l'activité de l'agent immobilier. Une activité qui, selon lui, doit se faire dans la transparence absolue. Il estime que l'Etat doit intervenir et trouver des solutions qui protégeront l'agent immobilier de tous ces «intrus». Il propose ainsi de

mettre en place une loi qui oblige la réalisation de la transaction par l'agent immobilier agréé par l'Etat. «Ce passage obligatoire permettra en premier lieu de confirmer la véracité de la déclaration de la transaction, la traçabilité de l'argent qui passera obligatoirement par les banques et la suppression ainsi de l'utilisation de l'espèce», explique-t-il.

Cette démarche permettra également d'acquiescer des statistiques fiables concernant le marché de l'immobilier qui facilitera à l'Etat la mise en place de sa politique de logement», a-t-il ajouté.

Abdelhakim Aouidat évoque aussi les bureaux d'affaires qui, eux aussi, «interfèrent» dans l'activité des agences immobilières. «Si ces

bureaux d'affaires veulent devenir des agents immobiliers, ils n'ont qu'à se rapprocher de notre fédération. Nous tenterons ainsi de trouver une solution qui leur permettra de se convertir en agent immobilier agréé aux mêmes conditions que nous», dit-il.

Rappelant la mise en conformité de tous les agents immobiliers qui se poursuit, le président de la FNAI indique qu'un programme de formation et de mise à niveau «très ambitieux» est prévu pour les acteurs de cette profession.

Pour lui, il est question de rendre l'agent immobilier un acteur «représentatif» et «incontournable» dans la transaction immobilière.

Ry. N.